



DALE DE LA REY/AFP/GETTY IMAGES

Les voix silencieuses de Hong Kong

La liberté de la presse est attaquée.

MIHAILO S.
ZEKIC

08/02/2022

Vous vous réveillez dans votre appartement situé au 30^e étage d'un gratte-ciel dans une métropole moderne de verre et d'acier. Vous vous préparez pour le travail et allumez l'ordinateur pour regarder les nouvelles pendant que vous prenez votre petit-déjeuner. Seulement, vous remarquez que votre site d'information habituel ne fonctionne plus. Au travail, un collègue vous dit que le gouvernement a fermé votre journal préféré pour des « raisons de sécurité nationale ». En rentrant du travail, vous appelez votre ami expatrié qui travaillait pour le journal pour savoir comment il va. Il vous dit qu'il fait ses valises et déménage dans un autre pays.

C'est ce à quoi les habitants de Hong Kong sont confrontés régulièrement.

Le *Wall Street Journal* a rapporté le 29 décembre que le gouvernement de Hong Kong a fermé *Stand News*. Le département de la Sécurité nationale du territoire a arrêté sept personnes affiliées au média local, soupçonnées de « conspiration en vue de publier des contenus séditeux ». Cela a incité le journal à fermer.

Quelques jours plus tard, un autre média de Hong Kong a fermé ses portes ; *Citizen News* s'est dissous le 3 janvier, invoquant la pression du gouvernement comme raison.

Les deux médias ont critiqué l'influence de la Chine continentale à Hong Kong. Ils faisaient partie de la poignée d'organes restants disposés à critiquer l'orientation prochinoise de Hong Kong. Depuis la rétrocession de la souveraineté britannique à la Chine en 1997, le gouvernement de Hong Kong n'a cessé de restreindre les libertés civiles. L'objectif ultime est l'assimilation à la Chine continentale. Une grande partie des

plus de 7 millions d'habitants de Hong Kong n'est pas d'accord avec cela. Nombre d'entre eux se sont tournés vers des organes de presse peu enclins à suivre la ligne du gouvernement. Le chef de l'exécutif de Hong Kong, Carrie Lam, a donc fait la chasse à ces journaux.

L'une des principales victimes de sa purge des médias indépendants a été *Apple Daily*. *Apple Daily* était le principal journal pro-démocratique de Hong Kong avant d'être fermé en juin 2021. Mais si *Apple Daily* a peut-être été l'une des plus grandes cibles de Lam, il n'était pas le seul. Et comme le montrent les événements récents, ce n'était pas la dernière.

Le gouvernement n'a pas besoin de fermer de force les journaux. Comme le montre l'exemple de *Citizen News*, il lui suffit de les harceler suffisamment longtemps pour qu'ils abandonnent.

« Nous n'avons pas changé », a déclaré la rédactrice en chef de *Citizen News*, Daisy Li. « C'est l'environnement extérieur et objectif qui a changé. En tant que rédactrice en chef, je ne suis pas en mesure de décider si cette histoire, ce reportage ou cette citation, s'ils sont publiés, vont violer la loi dans cet environnement modifié. »

La plupart des fermetures de médias ont eu lieu après l'adoption de la loi controversée sur la sécurité nationale. Rédigée à l'origine en 2019, elle aurait permis l'extradition vers la Chine continentale de personnes reconnues coupables de certains crimes. Cela aurait inclus les journalistes. Ce projet de loi n'a jamais été adopté—Pékin a donc plutôt adopté sa propre loi sur la sécurité nationale en 2020. Cette loi permet au gouvernement d'attaquer arbitrairement les Hongkongais qu'il juge coupables de « terrorisme », de « sécession », de « subversion » ou « d'ingérence étrangère ». *Reporters Without Borders* [Journalistes sans frontières] déclare que « ces accusations ont ouvert la voie à des arrestations arbitraires de journalistes ». Parmi les personnes inculpées en vertu de la loi sur la sécurité nationale figure Jimmy Lai, fondateur d'*Apple Daily*.

« Les dernières fermetures sont les derniers chapitres de la disparition des médias indépendants à Hong Kong, une ville qui possédait autrefois certains des médias d'information les plus libres et les plus agressifs d'Asie », écrit Austin Ramzy pour le *New York Times*. « Aujourd'hui, alors que Pékin poursuit une vaste campagne de répression dans la ville, les journalistes qui couvraient autrefois les manifestations et la politique de la ville sont de plus en plus souvent soit en état d'arrestation, soit au chômage, sans aucun endroit où publier. »

En novembre, le *Foreign Correspondents' Club* [Club des correspondants étrangers] de Hong Kong a publié un rapport selon lequel environ 34 pour cent des journalistes interrogés basés à Hong Kong ont déclaré qu'ils envisageaient de quitter Hong Kong en raison des pressions exercées par le gouvernement. Même le *New York Times* a déplacé une partie de son personnel basé à Hong Kong vers Séoul, en Corée du Sud, pour éviter les problèmes liés à la loi sur la sécurité nationale.

Mais les groupes de médias ne sont pas les seuls à quitter Hong Kong ; d'autres organisations ressentent également la pression. En octobre, l'organisation de défense des droits de l'homme *Amnesty International* a annoncé qu'elle quitterait Hong Kong d'ici la fin de l'année. *Amnesty International* disposait auparavant de deux bureaux dans la ville, dont l'un était une base régionale. « Cette décision, prise le cœur lourd, a été motivée par la loi sur la sécurité nationale de Hong Kong, qui a rendu impossible pour les organisations de défense des droits de l'homme de Hong Kong de travailler librement et sans craindre de graves représailles de la part du gouvernement », a déclaré Anjhula Mya Singh Bais, présidente du conseil d'administration de l'organisation.

Plusieurs leçons peuvent être tirées de ce qui se passe à Hong Kong. Il s'agit d'un exemple classique de ce qui se passe lorsqu'une région laisse la Chine prendre le dessus. Il montre également que la décolonisation n'était pas la panacée que beaucoup voyaient. Mais l'une des leçons les plus profondes qu'elle nous enseigne est la fragilité de la liberté de la presse.

Hong Kong était, jusqu'à récemment, un modèle de progrès et de liberté en Asie. Et la société y est encore enviable à bien des égards. En 2020, Hong Kong a obtenu la quatrième place au classement de l'indice de développement humain. La même année, le territoire avait un produit intérieur brut de 346,7 milliards de dollars américains, soit plus que de nombreuses grandes économies, dont l'Afrique du Sud, le Chili et la Nouvelle-Zélande. En 2021, Hong Kong a gagné 35 places dans le classement mondial de l'habitabilité, prenant la 58^e place. À bien des égards, Hong Kong est encore une société du premier monde.

Pourtant, elle doit faire face à un paysage médiatique plus caractéristique des dictatures.

Cela ne s'est pas produit du jour au lendemain. En 2002, lorsque *Reporters Without Borders* [Journalistes sans frontières] a lancé son classement mondial de la liberté de la presse, Hong Kong a obtenu un score proche du sommet de la liste, à 18. En 2019—l'année où Carrie

Lam a essayé d'introduire son projet de loi sur la sécurité—Hong Kong était tombé à 73. Un an plus tard, il a chuté à 80.

Sous la domination chinoise, Hong Kong n'a jamais été une démocratie. Mais son niveau de vie et ses niveaux de liberté personnelle étaient comparables à ceux des démocraties. En l'espace de quelques années, ces libertés individuelles ont commencé à être supprimées. Et cela a commencé avec la liberté de la presse.

On pourrait se dire que *si vous n'êtes pas journaliste, cela ne vous concerne pas*. Mais ce n'est pas si simple.

Une presse libre permet à une société d'exprimer des opinions différentes sans répercussion. Elle donne au citoyen le droit de savoir ce que fait son gouvernement sans crainte de représailles. Elle représente une société qui valorise la vérité, la transparence et la protection de la liberté individuelle. Elle protège la liberté de conscience.

Lorsque la liberté de la presse disparaît, la protection qu'elle offre disparaît avec elle. Et bientôt, d'autres libertés la suivent dans l'oubli.

Une société sans presse libre est une société où le gouvernement veut contrôler la façon dont les gens pensent. C'est une société où le gouvernement veut punir ceux qui le font mal paraître. C'est une société où les gens sont délibérément maintenus dans l'ignorance. Et cela conduit souvent à une société où d'autres droits—comme la protection de la propriété privée et de la richesse—sont bafoués.

Jésus-Christ a dit que « la vérité vous affranchira » (Jean 8 : 32). Le contrôle des médias signifie le contrôle de la vérité. Et cela signifie le contrôle de la liberté.

Les politiques de Carrie Lam sont flagrantes. Mais Hong Kong n'est pas le seul endroit où la presse est muselée. *Twitter, Facebook, YouTube* et d'autres ont pour politique de censurer les groupes de médias avec lesquels ils ne sont pas d'accord. L'archevêque britannique de Canterbury, Justin Welby, les a récemment félicités pour cela. L'Agence nationale de sécurité américaine a été surprise en train d'espionner l'animateur de *Fox News* Tucker Carlson l'année dernière. La Russie a ordonné la dissolution de la plus ancienne organisation des droits de l'homme du pays. On peut se demander si les médias du monde entier ne vont pas tomber sous le coup d'une gigantesque loi officieuse sur la sécurité nationale— même dans le soi-disant monde libre.

Il est facile d'être déprimé par ces circonstances ou de ne pas comprendre pourquoi cela se produit. Mais comme le Christ l'a dit, « [L]a vérité vous affranchira. »

L'accès non censuré à la vérité n'a jamais été aussi important. Il n'a également jamais été aussi vulnérable. C'est l'une des raisons pour lesquelles nous publions notre magazine : pour faire circuler la vérité. Le Christ a également dit : « [V]ous avez reçu gratuitement, donnez gratuitement » (Matthieu 10 : 8). Nous prenons cela littéralement et distribuons notre magazine mensuel imprimé gratuitement, sans coût ni obligation. Dieu ordonne dans Apocalypse 10 : 11 de livrer la vérité à « beaucoup de peuples, de nations, de langues, et de rois ».

TheTrumpet.com est disponible dans les langues suivantes : [Espagnol](#), [Français](#), [Allemand](#) et [Néerlandais](#).

Notre mission est de rejoindre le plus grand nombre de personnes possible, indépendamment des politiques du gouvernement de Hong Kong ou de toute autre personne.

Si vous souhaitez en savoir plus sur ce qui rend la *Trompette* unique, [veuillez cliquer ici](#).

La Trompette en bref

**Demeurez informé
et abonnez-vous à
notre bulletin.**

La Trompette en bref



La spirale vers une guerre commerciale

Donald Trump est accusé de commencer une guerre commerciale. En fait, cette guerre entre dans ses dernières étapes les plus dangereuses.

PAR RICHARD PALMER

L'Amérique est sous attaque. Ses usines et sa capacité de fabrication sont en train d'être détruites. Des millions de vies sont perturbées. Et cette attaque va empirer—au point qu'elle mettra la nation à genoux.

Mais parce que cette attaque est invisible, peu y portent attention. Les politiciens l'ignorent. Les médias brossent une image déformée de cette guerre, alors beaucoup pensent que c'est l'Amérique qui l'a déclenché...

Lisez le reste de l'article